

Isabelle Figuères, candidate dans le 3^{ème} circonscription - Front de Gauche.

J'ai suivi l'ensemble des débats et lus les contributions publiés sur le site. J'ai apprécié le travail de synthèse de la commission particulière et cette démarche me semble très intéressante.

Le 26 janvier, à Habas, un représentant d'EELV (Europe Ecologie Les Verts) et Arnaud Tauzin (UMP) se sont exprimés en tant que tels. Pour ma part, je n'ai pas voulu intervenir voulant respecter la démocratie et l'expression des associations.

Dès la consultation des documents, en octobre 2011, j'ai été alertée par deux « erreurs » dans la brochure, luxueuse, soignée, d'un projet qui est en gestation depuis 3 ans : l'affirmation que la combustion de gaz produit deux fois moins de dioxyde de carbone que la combustion du charbon n'est pas tout à fait exacte, le schéma sur la formation du diapir est faux (et particulièrement simpliste), et un oubli : l'absence d'information sur le classement du site en zone SEVESO 2.

Une telle légèreté dans le traitement des informations n'est pas acceptable et conduit au doute.

Permettez moi d'approfondir les questions que pose ce projet, au delà des questions très pertinentes de sécurité, de dégradation de la région, et la question du rejet en mer de la saumure qui a été traitée de façon très désinvolte (l'étude d'Ifremer n'est pas encore terminée que déjà on nous affirme qu'il n'y aura pas de conséquences sur le milieu marin) :

Gaz et réchauffement climatique :

Le gaz est une source d'énergie carbonée fossile dont la combustion dégage du dioxyde de carbone qui n'est pas un « polluant » (mot employé dans le dossier) mais un gaz présent un très petite quantité dans l'atmosphère. Ayant la propriété d'absorber l'énergie, il contribue largement à l'effet de serre.

Depuis le protocole de Kyoto, le monde entier s'inquiète de cette « contribution » humaine au réchauffement climatique, dont les conséquences seront (sont déjà) multiples.

Pour moi, ce projet traite de ce problème avec légèreté, alors qu'il est essentiel.

Gaz et économie globale :

Le stockage ne sera complètement opérationnel qu'en 2030 : officiellement s'il est mis en route dès 2015, les 3 premières cavités seraient remplies en 2020, et donc utilisables. Mais les 9 autres seraient creusées ensuite, 3 par 3, 3 ans pour chaque opération.

Que savons nous de la situation géopolitique du monde dans 18 ans – questions cruciale puisque notre approvisionnement en gaz est international (Russie, Afrique, Norvège, Pays du Golfe) ?

Les études montrent que le pic de Hubbert de la production, c'est à dire le maximum de production se situera en 2025 à 2030. Ensuite, la production diminuera, à moins que le gaz naturel tiré des gisements d'hydrocarbures ne soit remplacé massivement par le gaz de schiste dont on connaît l'extrême nocivité du point de vue de ses conditions d'exploitation.

Comment dans ce contexte le pris du gaz va-t-il évoluer ?

Comment alors ne pas penser que le stockage pourrait servir à **spéculer** ?

EDF prévoit la construction d'au moins 20 **centrales thermiques combinées à gaz** en France Parmi ces projets 13 sont autorisées administrativement et sont en cours de procédure administrative, et il n'y en aurait aucune dans notre région ? voir le dossier réalisé sur ce sujet par René MOMPER qui pose la question du procédé de micro génération qui constituerait une utilisation pour raisonnée du gaz.

L'engouement des entreprises de production d'énergie pour **l'éolien** ne justifierait-il pas l'installation de ces centrales et donc de ces stockages du fait d'une production aléatoire ?

EDF et l'emploi :

25 emplois directs et 25 indirects seraient générés par cette installation (en 2020 ? 2030 ?), mais dès cette année c'est 4500 emplois qui vont disparaître à EDF du fait du non remplacement des départs en retraite ! cela signifie que EDF va encore plus sous-traiter ses services et travaux. Or l'exemple de Fukushima démontre la légèreté des entreprises privées dans ce domaine.

Réduire la consommation d'énergie, une bataille essentielle :

La question de la consommation de l'énergie devrait enfin et surtout se traiter en amont : limiter les pertes, les usages abusifs (je pense à la climatisation des grandes surfaces par exemple), faire des constructions ZEROENERGIE : l'exemple le plus caricatural dans la région ces dernières années concerne mon lycée : la rénovation d'un ancien bâtiment (celui qui donne sur l'avenue Paul Doumer) réalisé par un chantier dit « HQE = Haute qualité Environnementale » a abouti à des salles de classes glaciales en hiver, étouffantes en été, avec une consommation d'énergie au moins aussi importante.

Permettre en même temps à tous d'avoir des conditions de vie dignes :

Ce débat, important, ne doit pas occulter les urgences actuelles : il faut trouver rapidement des solutions pour toutes les personnes, les familles qui, faute de moyens, font des économies de chauffage (se reporter à l'étude de la fondation de l'abbé Pierre), sans parler de celles qui vivent en mobil home ou caravane voir dans leur voiture.

Un grand débat sur l'Énergie est nécessaire. L'État doit reprendre la main, investir pour assurer la transition écologique en veillant à la sécurité et au bien-être de tous.